

Informations de base	
2024/2804(RSP)	Procédure terminée
RSP - Résolutions d'actualité	
Résolution sur la gravité de la situation des prisonniers politiques en Biélorussie	
Subject	
6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général	
Zone géographique	
Biélorussie	

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
18/09/2024	Débat en plénière		
19/09/2024	Décision du Parlement	T10-0009/2024	Résumé
19/09/2024	Résultat du vote au parlement		
19/09/2024	Fin de la procédure au Parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2024/2804(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2 Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B10-0026/2024	16/09/2024	
Proposition de résolution		B10-0051/2024	16/09/2024	
Proposition de résolution		B10-0052/2024	16/09/2024	
Proposition de résolution		B10-0053/2024	16/09/2024	
Proposition de résolution		B10-0054/2024	16/09/2024	
Proposition de résolution		B10-0055/2024	16/09/2024	

Résolution sur la gravité de la situation des prisonniers politiques en Biélorussie

2024/2804(RSP) - 19/09/2024 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 549 voix pour, 21 contre et 37 abstentions, une résolution sur la gravité de la situation des prisonniers politiques en Biélorussie.

Le texte adopté en séance plénière avait été déposé par les groupes PPE, S&D, ECR, Renew, Verts/ALE et The Left.

Pour rappel, depuis l'élection présidentielle frauduleuse du 9 août 2020, le régime de Loukachenka se livre à une répression systématique des militants politiques, de la société civile, des médias, des syndicats et de tous les dissidents et de leurs défenseurs, et qu'il a arbitrairement fait mettre en détention des dizaines de milliers de personnes. De plus, le Parlement s'est déclaré préoccupé du sort des 300.000 Biélorusses qui ont été contraints de quitter la Biélorussie depuis 2020 et sont victimes de persécutions politiques à l'étranger.

La résolution exige que le Autorités biélorusses :

- libèrent immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques et les personnes détenues arbitrairement;
- respectent les droits humains des personnes en détention, communiquent des informations sur leur situation, leur apportent les soins médicaux nécessaires et leur permettent de voir des avocats, des membres de leur famille et du Comité international de la Croix-Rouge.

L'UE et ses États membres sont appelés à soutenir les prisonniers politiques et leurs familles et à élargir et renforcer les sanctions à l'encontre des personnes et entités responsables de la répression en Biélorussie.